



Caen le 17 janvier 2020

En préambule, nous profitons de la présence de l'ensemble des personnels du SPIP du Calvados aujourd'hui pour alerter chacun sur l'application de la réforme des retraites. Le gouvernement est actuellement en train de passer en force malgré le rejet majoritaire des français. Or cette réforme entraînera une perte sur les pensions de tous les personnels des SPIP de plusieurs centaines d'euros par mois, ainsi qu'un allongement automatique de la durée de carrière pour la plupart d'entre nous.

**Travailler toujours plus pour des pensions toujours plus faibles, c'est le seul futur que nous promet ce gouvernement ! C'est ça la start-up nation !**

---

Depuis deux mois maintenant, dans toute la France, les SPIP sont aussi mobilisés contre un autre projet de ce gouvernement : la Loi de Transformation de la Fonction Publique, véritable enterrement du statut général des fonctionnaires et des garanties d'indépendance, d'équité et de neutralité qu'il portait.

Au Ministère de la Justice, cette loi commence à s'appliquer notamment en supprimant les Commissions Administratives Paritaires et les règles de mobilité claires, équitables et respectueuses des priorités légales, qui étaient en œuvre jusqu'à présent. Dans les SPIP, cela voudrait dire à l'avenir qu'un cadre pourra s'opposer au départ d'un agent qui demandera une mutation. Sur les sites demandés, le cadre local serait considéré désormais comme le recruteur et pourra faire fi des priorités légales (handicap, dossier social, centres d'intérêt matériels et moraux) pour choisir les personnes qui rejoindront son équipe.

Face à ce modèle calqué sur l'entreprise privée, aucune garantie n'existe pour prémunir les personnels des inévitables discriminations dont ils feront l'objet. Trop jeune ? Trop vieux ? Trop malade ? Trop syndiqué ? Tant pis pour vous ! Et même plus de représentants des personnels pour vous venir en aide puisque la CAP est d'ors et déjà supprimée.

**La CGT Insertion et Probation refuse ce modèle qui laisse les agents seuls face à une administration toute puissante. Nous revendiquons le droit à la mobilité pour tous les agents, sur des critères simples, objectifs, équitables. Nous revendiquons des garanties réelles de non-discrimination.**

---

Jouant le jeu du dialogue social, nous avons porté cette revendication au cours de réunions à la DAP et au Ministère. Nous avons également posé des questions, présenté des arguments. Au cours des Comités Techniques Ministériels, nous avons porté des amendements. Comme tous les autres syndicats du CTM, qui rejettent unanimement ce projet.

Et les seules réponses que nous avons eu ont été des mensonges et des refus. Sur nos questions,

aucune réponse, sur nos propositions, que des refus. Aucun amendement, d'aucun syndicat n'a été retenu par l'administration. Nous dénonçons aujourd'hui cette conception du dialogue social qui emmène tous les personnels de ce ministère dans l'impasse.

**Mais sachez-le, si le dialogue est impossible, il nous reste toujours la lutte.**

---

Aujourd'hui, nous sommes convoqués à la réunion de notre petite start-up locale. Messe annuelle de mise en musique des politiques aberrantes décidées bien loin des terrains dans les cabinets parisiens.

Forcés par un statut spécial qui s'impose à nous, nous n'avons d'autre choix que d'être présents. Donc nous sommes là. On serait tellement mieux ailleurs.

Ordre du jour indigent, absence de documents préparatoires, menaces de sanctions, on voudrait pourtant nous faire croire qu'on va assister à un moment participatif ? Mais sur le terrain comme au Ministère, nous savons que tout le monde se moque bien de ce que disent les agents. Au mieux, on nous laisse parler cinq minutes, espérant que ça fera passer la pilule. C'est devenu une habitude, une méthode. Aujourd'hui, ce sera sans nous !

**Tout ce qu'on pourrait dire aujourd'hui, on l'a déjà dit. Et personne ne nous a écouté. Toutes les questions qu'on pourrait poser, on les a déjà posé. Et nous n'avons eu aucune réponse.**

---

Alors aujourd'hui, nous ne prendrons pas la parole. Aujourd'hui, notre lutte s'exprimera par notre refus.

Nous refusons de discuter des détails de l'application d'une politique qui tend globalement à imposer une idéologie sécuritaire, ultra-individualiste, néo-libérale, en un mot thatcherienne. C'est votre projet, ça ne sera jamais le nôtre.

Nous ne perdrons pas notre temps à discuter de la vitesse à laquelle il faut foncer dans le mur.

On ne négocie pas la taille des issues de secours pendant que la maison brûle.

**Ministère, administration, direction : les personnels du SPIP, écoeurés, démotivés, épuisés, vous lancent cet avertissement : en-ten-dez-nous !**

**Et puisque parler n'a pas marché, aujourd'hui c'est en nous taisant que nous essaierons à nouveau de nous faire entendre !**

Le Syndicat CGT Insertion Probation  
du SPIP du Calvados